

Le directeur académique des services de l'éducation nationale du Jura,

Vu la loi n°83 663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat;

Vu le décret n°85 348 du 20 mars 1985 relatif à l'entrée en vigueur du transfert de matière d'enseignement;

Vu l'avis émis par le Comité Technique Spécial Départemental du 27 mai 2013;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Education Nationale du 04 juin 2013;

ARRETE n°2

ARTICLE 1 : Dans la mesure où une erreur dans la transmission des effectifs, arrêtés au 10 décembre conformément à l'ensemble des écoles du département, a été reconnue par le président du SIVOS du RPI La Pesse/Les Bouchoux, la mesure de retrait d'emploi inscrite dans l'article 1 de l'arrêté de carte scolaire du 14 février 2013 est annulée. Par conséquent, l'emploi d'enseignant du 1^{er} degré dans l'école de la commune suivante est réimplanté:

- ◆ 039 0644N LES BOUCHOUX primaire, 2^{ème} classe (4^{ème} classe du RPI La Pesse/Les Bouchoux)

Toutefois, au vu des effectifs constatés à la rentrée 2013, le poste pourrait être retiré.

ARTICLE 2 : Les écoles du 1^{er} degré des communes suivantes fonctionneront en regroupement pédagogique intercommunal dispersé :

- ◆ 039 0500G ANNOIRE primaire, 2 classes
 - ◆ 039 1102L CHEMIN primaire, 1 classe
 - ◆ 039 0506N LONGWY SUR LE DOUBS primaire, 2 classes
- } RPI Annoire/Chemin/Longwy, 5 classes

Ces mesures prennent effet à compter du 1^{er} septembre 2013.

Fait à Lons le Saunier, le 04 juin 2013

Pour le Recteur,
Et par délégation,
Le directeur académique

Jean Marc MILVILLE

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Conformément à la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits et aux citoyens dans leurs relations avec les administrations

Si vous estimez que la décision prise par l'Administration est contestable, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux qu'il vous appartient d'adresser à Monsieur le directeur académique des services de l'éducation nationale en résidence dans le Jura,
- soit un recours hiérarchique devant Monsieur le ministre de l'éducation nationale,
- soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique peuvent être faits sans condition de délais. Etant assimilés à des demandes, ils doivent donner lieu à un accusé de réception de la part de l'autorité administrative.

En revanche, le recours contentieux doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

Toutefois, si vous souhaitez en cas de rejet du recours gracieux ou du recours hiérarchique former un recours contentieux, ce recours gracieux ou hiérarchique devra avoir été introduit dans le délai sus-indiqué du recours contentieux.

Vous conserverez ainsi la possibilité de former un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux ou hiérarchique.

Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de deux mois après la décision implicite - c'est à dire dans un délai de quatre mois à compter de la date du présent avis – vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

Par ailleurs, un réseau de médiateurs de l'éducation nationale a été instauré par le décret du 1er décembre 1998.

En vertu de ce texte réglementaire, le médiateur « reçoit les réclamations concernant le fonctionnement du service public de l'éducation nationale dans ses relations avec les usagers et ses agents ».

Le médiateur académique peut être saisi, après recours gracieux et hiérarchique, de tout litige concernant le 1er et le 2nd degré, impliquant les services ou les établissements de sa circonscription, par courrier envoyé à l'adresse suivante :

Monsieur le médiateur académique
Rectorat de Besançon
10 rue de la Convention
25 030 BESANCON cedex
Tél : 03.81.65.47.00